

Répartition des richesses et vérité des prix

mercredi 3 avril 2019, par [Jacques COTTA](#)

La répartition des richesses, le pouvoir d'achat, la possibilité de finir le mois, la volonté d'une vie digne sont les exigences qui se trouvent au centre du mouvement social des GJ. Les macronistes en général trouvent ces arguments exagérés. Il n'y a qu'un pas pour qualifier de populistes ceux qui les emploient. Macron lui-même à force de long blabla baptisé « grand débat » a tenté de détourner de son véritable objet la signification du mouvement social des GJ. Mais la réalité rattrape tout ce beau monde au galop. Les chiffres sont implacables.

- 36,8 millions d'euros, c'est le montant des indemnités que touchera le patron d'Airbus, Tom Enders, à compter de son départ à la retraite le 10 avril prochain.

Il n'y aurait rien à dire puisque l'entreprise est basée ailleurs, dans un paradis fiscal bien utile pour l'occasion...

Mais il ne s'agit pas d'un cas isolé. Il n'est que l'illustration du système qui perdure.

- Thierry Pilenko touchera un paquet global « de 14 millions d'euros » pour son départ en mai 2019, malgré la perte de près de 2 milliards de dollars essuyée en 2018 par le groupe franco-américain d'équipements pétroliers, TechnipFMC.
- Benjamin Smith à la tête d'Air-France KLM est concerné par 4,25 millions d'euros par an, dont 900.000 euros de fixe, trois fois plus que son prédécesseur Jean-Marc Janaillac, qui touchait 1,12 million d'euros en 2017, dont 600.000 euros de fixe.

A noter au passage les licenciements, les blocages de salaires, les absences de recrutement au nom de la difficulté de la compagnie aérienne... Ceci expliquant sans doute cela.

En remontant dans le temps, on voit bien que malgré les grands discours moralisateurs les mêmes pratiques perdurent. Les actionnaires bien servis votent d'une seule main des privilèges inouïs aux patrons des boîtes qui n'ont eu de cesse que de leur verser dividendes sur dividendes...

- Les actionnaires du groupe carrefour avaient approuvé à une large majorité une rémunération de 13,17 millions d'euros en 2017 pour l'ancien patron de Carrefour, Georges Plassat.
- Le 29 mars 2016, l'AG du groupe automobile PSA approuve à 76,53% le quasi-doublement du salaire du président du directoire Carlos Tavares, à 5,24 millions d'euros
- En août 2015, un parachute doré de 14 millions d'euros sur trois ans est offert à Michel Combes par l'équipementier télécom Alcatel-Lucent à l'occasion de son départ pour la direction de Numéricable-SFR. Après un tollé général il ne touchera que 7 millions d'euros environ, une misère...

Le cas sanofi est particulièrement intéressant. Près de trois millions d'euros sont versés par le groupe pharmaceutique à Chris Viehbacher, comme indemnité après son éviction... Il est remplacé par un nouveau directeur général, Olivier Brandicourt. Et bien en février 2015, syndicats et petits actionnaires s'élèvent contre la prime de bienvenue de 4 millions d'euros qui lui est attribuée. Sans doute le jack pot si on considère qu'il passera par la case départ à un moment ou un autre et que, comme c'est d'usage, il retouchera à l'occasion....

Deux leçons résistent au temps :

1/ Les réactions offusquées ne manquent pas. Les responsables politiques protestent. Le Medef fait de même. L'organe de régulation du CAC 40 s'insurge... Mais la lutte des classes se poursuit, dans un rapport de forces qui voit les uns -une infime minorité- s'enrichir sans vergogne lorsque le plus grand

nombre, des millions, subissent, s'appauvrissent.

2/ Stéphane Le Foll, à l'époque porte paroles du gouvernement Hollande-Valls, jugeait « ces pratiques incompréhensibles ». Fallait-il vraiment être ministre socialiste pour ne pas comprendre ?

La réalité est pourtant assez simple. Malgré toutes les manoeuvres et les incantations, parce qu'il s'agit de questions matérielles précises, de la possibilité de vivre tout simplement pour des millions de français et de familles, parce que l'UE et le système dans lequel s'inscrit Macron, son gouvernement, sa majorité induisent les inégalités, les privilèges de quelques-uns et l'austérité pour les autres, le mouvement des GJ, quel qu'en soit l'issue immédiate, risque bien de n'être que la répétition générale d'affrontements majeurs qui s'annoncent.